



En attendant la crise financière internationale de 2022...

Par [Nathalie Souvorov-Robert](#)

Mondialisation.ca, 15 octobre 2021

[FranceSoir \(Tribune\)](#)

Thème: [Économie](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Naissance et propagation, la chute d'un système financier né à la fin des accords de Bretton Woods

50 ans après la fin officielle des accords Bretton Woods avec la suspension de la convertibilité du dollar US en or, le système financier international apparaît menacé suite aux diverses crises traversées en ce début de XXI^{ème} siècle et à la pensée économique unique qui semble se propager au sein de l'élite occidentale.

I - La crise financière de 2008, les racines de la crise à venir

Les causes de la crise financière internationale de 2008 ont largement été masquées à la population. Derrière la faillite de Lehman Brothers et la crise des subprimes des intérêts bien moins avouables semblent avoir été dissimulés, intérêts qui ont pu en toute impunité continuer leurs activités nocives, mais ont fait également des adeptes, ce qui constitue un risque systémique majeur pour le système financier mondial quatorze ans plus tard.

II - « Quantitative easing » et gestion de la crise du Covid-19 : les remèdes pires que le mal

Les politiques monétaires et budgétaires menées ces dernières années en Occident pour faire face aux crises de ce début du XXI^{ème} siècle ont engendré d'énormes bulles spéculatives (immobilier et bourse notamment) et un endettement abyssal aussi bien privé que public.

Ces gigantesques déséquilibres ne pourront être corrigés que par une crise financière brutale sans précédent à l'échelle mondiale.

1. Les bulles spéculatives et faiblesse de la productivité

En injectant des milliards d'euros / dollars US de liquidités dans le système financier mondial sans création de valeur en face, les banquiers centraux occidentaux ont créé des bulles financières à travers le monde. Les valeurs actuelles de nombreux actifs sont ainsi déconnectées de la réalité.

De plus, si les acteurs du marché peuvent investir à coût quasi-nul aussi bien en actifs financiers qu'en actifs physiques, ils courent le risque d'acquérir des actifs qui ne rapportent rien. On a alors des équilibres non optimaux tels qu'ils ont été décrits par la théorie des jeux, où les parties ne choisissent pas les options qui sont les meilleures pour l'ensemble. D'après certains courants de pensée, cette politique de non-discrimination par les prix serait même à l'origine de la faiblesse de la productivité.

2. L'endettement privé

L'encours de dette des sociétés non financières a bondi laissant craindre un surendettement des entreprises, hausse en grande partie imputable aux Prêts Garantis par l'État en France. Le remboursement des prêts garantis par l'État (PGE) pourrait être problématique pour nombre d'entreprises. En août 2021, 15% à 25% des entreprises ayant souscrit un PGE seraient dans l'incapacité de rembourser une annuité correspondant à 20% du montant de ce prêt. Un remboursement de la première annuité n'est toutefois pas prévu avant le printemps 2022. A fin juillet 2021, on notait déjà plus de 20 milliards de dettes restructurées depuis le début de la crise sanitaire en France (Vallourec, AccorInvest,...) sur un total de 118 milliards d'euros pour toute l'Europe et de 503 milliards d'euros dans le monde.

Un rebond des défaillances d'entreprise par effet de rattrapage est également inévitable compte tenu que les aides d'état ont permis de « maintenir à flot » des entreprises non viables. Les aides gouvernementales auraient dû se concentrer sur les entreprises prometteuses afin de traverser la crise du Covid-19 sereinement.

Aux États-Unis, selon Janet Yellen, le gonflement de la dette des entreprises les expose à un risque de « banqueroute » en cas de fort ralentissement économique.

On note également que les émissions d'obligations adossées à des prêts hypothécaires réalisées aux USA par des banques et des acteurs immobiliers ont explosé au deuxième trimestre 2021 atteignant 42 milliards de dollars, l'un des montants les plus élevés depuis la crise des subprimes.

À cet endettement des entreprises s'ajoute notamment, aux États-Unis, l'endettement des ménages et des étudiants.

3. L'endettement public

La pandémie a coûté, sur 2020 et 2021, en tout entre 170 et 200 milliards à l'État français entre les dépenses exceptionnelles et les pertes de recettes. En 2021, pour la deuxième année consécutive, le déficit de la France dépassera les 9 % du PIB, déficit qui finance malheureusement, comme dans bien des pays occidentaux, des dépenses courantes.

Les taux d'endettement public des pays de l'OCDE sont extrêmement élevés en 2021 : 117 % en France, 141 % aux États-Unis, 157 % en Italie, 245 % au Japon, 72 % en Allemagne. Les États-Unis font face à un plafond de la dette atteint et qui a été relevé in extrémis repoussant de quelques mois la crise financière historique qui pourrait résulter d'un défaut de paiement US (flambée des taux d'intérêt, chute brutale du cours des actions et autres troubles financiers à attendre).

III - Développement de la culture de la pensée unique occidentale

Du fait de l'interaction des marchés boursiers internationaux, les politiques de la Réserve Fédérale des États-Unis (FED) et de la Banque Centrale Européenne (BCE) s'alignent l'une sur l'autre répétant chacune les erreurs de l'autre. Leur indépendance et les objectifs qui leur sont fixés ne répondent pas à l'optimisation du « bien-être » des populations concernées à long terme. Les courants libéraux déstabilisés par l'épidémie du Covid-19 semblent s'être noyés dans un océan de dettes et des politiques du « quoi qu'il en coûte » à l'opposé de leur doctrine, appliquant ainsi des schémas qu'ils ne maîtrisent pas.

Conclusion

Bien que la crise financière mondiale à venir soit prévisible d'un point de vue strictement économique et financier, les banques centrales et gouvernements occidentaux refusent de voir l'évidence et préfèrent la méthode « Coué », ou pire se rêvent en « Candide » de Voltaire. Les seules issues aux jours troubles qui se préparent semblent être de bonnes connaissances des rouages macro et microéconomiques, une refonte du système financier actuel, le sang-froid, l'empathie et le courage.

Nathalie Souvorov-Robert

Sources : Les Echos (Karl Eychenne, Nathalie Silbert, Guillaume Benoit, Anne Drif, Patrick Artus)

La source originale de cet article est [FranceSoir \(Tribune\)](#)
Copyright © [Nathalie Souvorov-Robert](#), [FranceSoir \(Tribune\)](#), 2021

Articles Par : [Nathalie Souvorov-Robert](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca